

Droits procéduraux :

Le 10 avril 2007 à 18 heures, la police judiciaire de Vitrolles interpelle à leur domicile Jean-Marie Jörg et Théo, âgés respectivement de 12, 15 et 18 ans qui opposent une résistance armée à leur arrestation.

Ils sont placés en garde à vue car les enquêteurs les soupçonnent d'avoir dans la nuit du 18 avril 2007, torturé puis immolé, lors d'une cérémonie à caractère nazi madame Jong-il âgée de 92 ans.

Les trois prévenus sont examinés par un médecin à 2h du mat et ils s'entretiennent avec leur avocat une heure plus tard, au moment où leurs parents sont avertis de leur interpellation.

Jean Marie Théo et Jörg contestent les conditions de leur garde à vue, et vous demandent conseil à ce titre.

La garde à vue est une mesure permettant aux officiers de police judiciaire (OPJ), pour les besoins d'une enquête, de retenir une personne dans les locaux de polices (des cellules sont prévues à cet effet) pendant une période déterminée légalement selon l'infraction reprochée. Cette mesure constituant une privation de liberté, elle est très strictement encadrée par les règles de procédure pénale dans le cadre national, et par l'article 5 de la convention européenne des droits de l'homme (CEDH) d'autre part, qui concerne la liberté et la sûreté.

Dans le cas d'espèce, le placement en garde à vue concerne trois prévenus qui, en raison de leurs âges respectifs, vont se voir appliquer des règles différentes, leurs cas seront donc traités séparément.

#### En ce qui concerne Jean Marie, âgé de douze ans :

Les mineurs bénéficient d'un régime spécial pour les gardes à vues, défini par l'ordonnance du 2 février 1945. Celle-ci interdit le placement en garde à vue des mineurs de moins de treize ans. Cependant, concernant les mineurs de dix à treize ans, il est possible sur autorisation et sous la surveillance d'un magistrat du ministère public ou du procureur, de les retenir au commissariat pendant une durée de douze heures renouvelable une fois toujours avec l'autorisation du magistrat ou du procureur, dans les cas où ils sont suspectés d'avoir commis ou tenté de commettre une infraction punie de plus de cinq ans d'emprisonnement. Si cette rétention est décidée, l'OPJ en charge de l'affaire doit dès le début du placement prévenir les parents ou le tuteur légal, permettre à l'enfant de s'entretenir avec un avocat et le faire examiner par un médecin.

Dans le cas de Jean Marie, aucune de ces conditions n'a été remplie, les OPJ en charge de l'affaire n'ont donc pas respecté les règles procédurales.

#### En ce qui concerne Théo, âgé de quinze ans :

C'est encore l'ordonnance du 2 février 1945 qui va trouver à s'appliquer, Théo se situe entre l'âge de treize et seize ans, il peut donc être placé en garde à vue, mais toujours dans les mêmes conditions que celles applicables à Jean Marie, et cela pour une durée de 24 heures, renouvelable une fois sur décision du procureur ou du magistrat.

Théo pouvait donc être placé en garde à vue, mais les conditions de ce placement n'ont pas été respectées, ses parents n'en n'ont pas été informés tout de suite, et il n'a pas pu s'entretenir avec un avocat, ni subir un examen médical au début de son placement.

#### En ce qui concerne Jörg, âgé de dix-huit ans :

Jörg étant majeur, il entre dans le champ d'application du régime de droit commun, principalement énoncé aux articles 63 et suivants du code de procédure pénale (CPP). Ces articles permettent donc aux OPJ le placement en garde à vue d'une personne, si cela se révèle nécessaire au cours d'une enquête, mais dans des conditions très strictes, renforcée par les lois du 15 juin 2000 et du 4 mars 2002, dont le non respect peut entraîner l'annulation de la procédure.

La personne doit donc selon l'article 63 du CPP, dès son placement en garde à vue, être informée de la nature de l'infraction qui lui est reprochée, et peut demander à l'OPJ de prévenir sa famille ou ses proches de sa situation comme énoncé à l'article 63-1 du CPP, qui devra alors s'exécuter dans les trois heures. Il lui est aussi possible de s'entretenir avec un avocat pendant trente minutes (un avocat de son choix ou le cas échéant, commis d'office) et d'être examiné par un médecin au cours de la première et de la vingtième heure de garde à vue, droits inscrits aux articles 63-2 et 63-3 du CPP.

Le placement peut avoir une durée de 24 heures, renouvelable une fois par décision du procureur, et pouvant aller jusqu'à 96 heures dans les affaires de terrorisme et de trafic de stupéfiants. Il faut aussi remarquer que selon les articles 706-73 et 706-88 du CPP, les actes de barbarie commis en bande organisée peuvent allonger cette durée de deux fois 24 heures si nécessaire (il est néanmoins difficile de savoir si l'on peut dire que les suspects ont agi en bande organisée).

On peut donc remarquer qu'ici aussi, malgré le fait qu'il soit majeur, les droits de Jörg n'ont pas non plus été respectés, qu'il a eut accès à un avocat et un médecin trop tardivement, et qu'il n'a pas pu contacter une personne de son choix dans les trois premières heures de son placement en garde à vue.

Il est donc évident dans le cas présent, que les procédures de placement en garde à vue n'ont pas été respectées, alors qu'elles constituent des obligations impératives à la charge des OPJ. Les trois prévenus auront donc la possibilité de saisir, comme l'indique l'article 385 du CPP, la chambre d'instruction du tribunal correctionnel qui statuera sur les conséquences de ces vices de procédure.

Il faut savoir que ces règles de procédure ont beaucoup d'importance, car le placement en garde à vue étant une mesure qui porte atteinte à la liberté individuelle, donc à un droit fondamental de la CEDH, il est très strictement encadrée, sur la base du principe de sûreté, lui aussi reconnu comme fondamental.